

## Les réformes dans les économies socialistes

Françoise Lemoine\*

Janos Kornaï : « The Hungarian Reform Process : Visions, Hopes and Reality », *Journal of Economic Literature*, vol. XXIV, décembre 1986.

Michaël Kaser : « One Economy, Two Systems : Parallel between Chinese and Soviet Economic Reform », *International Affairs*, 1987.

Marshall I. Goldman, Merle Goldman : « Soviet and Chinese Economic Reforms », *Foreign Affairs*, n° 3, juillet-septembre 1988.

Thomas Bauer : « Perfecting or Reforming the Economic Mechanism ? », *Eastern European Economics*, vol. XXVI, n° 2, hiver 1987-1988.

Bernard Chavance : « Les réformes économiques dans les systèmes socialistes », *Revue française d'économie*, vol. II, n° 3, été 1988.

Pawel H. Dembinski : « Quantity versus Allocation of Money : Monetary Problems of the Centrally Planned Economies Reconsidered », *Kyklos*, vol. 41, fasc. 2, 1988.

Dans le monde des économies socialistes les mouvements de réforme ont pris au cours des années quatre-vingts une envergure sans précédent. Le modèle économique soviétique, qui fut transposé en Europe de l'Est et en Chine il y a quarante ans, est désormais radicalement remis en question dans sa patrie même ; la nécessité de changement proclamée par M. Gorbatchev élargit les perspectives

---

\* Françoise Lemoine est chargée de mission au CEPIL.

---

de réformes en Europe de l'Est où la Hongrie faisait jusqu'à présent figure d'exception. De même la Chine, dont l'économie se transforme profondément depuis dix ans, prend rang de précurseur.

Qu'ils comparent les expériences de réformes dans les différents pays ou qu'ils proposent une réflexion sur la nature profonde des changements en cours, les observateurs posent implicitement la même question : ces systèmes économiques peuvent-ils se réformer ?

J. Kornaï fournit, à travers le bilan circonstancié de la réforme en Hongrie, une grille d'analyse applicable au-delà de ses frontières à toutes les démarches réformatrices. Les angles d'attaque sont les mêmes : supprimer le plan impératif et le remplacer par un régime où l'activité des entreprises d'État réponde aux conditions du marché et aux instruments indirects de régulation (fiscalité, crédit) ; élargir et diversifier les activités hors du champ étatique en revitalisant le secteur coopératif et en ressuscitant les initiatives individuelles, surtout dans l'agriculture ; mettre en place des mécanismes d'allocation des ressources matérielles et financières qui ne relèvent plus du plan ni du budget de l'État.

## Chine et URSS

D'autres analogies ressortent des analyses comparatives consacrées à la Chine et à l'URSS : par exemple, la volonté de réduire le rôle du parti dans les décisions micro-économiques, les objectifs d'insertion dans l'économie internationale perçue comme un ultime remède à des écarts technologiques et économiques qui se creusent avec les rivaux ou voisins ; ou encore l'allègement des dépenses militaires qui est un moyen de modérer la tension sur les ressources dans ces économies dominées par la pénurie. Une politique qui passe, en URSS comme en Chine, par la réduction des effectifs militaires et la conversion d'usines d'armement à des productions civiles, et qui dicte une diplomatie soucieuse de minimiser les conflits extérieurs.

M. Kaser relève la convergence des réformes chinoises et soviétiques vers l'établissement d'un système économi-

que à deux niveaux, où des pans d'activité demeurent centralement planifiés alors que d'autres sont soumis au jeu du marché. Ces réformes réservent aux planificateurs un champ d'intervention directe dans des domaines prioritaires, et se distinguent par là de celles qui, en Hongrie, ont dès 1968 aboli d'emblée le plan impératif. On sait d'ailleurs que la taille de ce pays et sa structure industrielle très concentrée et intégrée verticalement ont réduit la portée déstabilisatrice d'un tel geste. Les dimensions géographiques et économiques de la Chine et de l'URSS font que les réformes passent par un élargissement du rôle des administrations territoriales. Dans le monde économique faiblement intégré qu'est la Chine, ceci a conduit à un glissement mal contrôlé du pouvoir vers les autorités régionales ; un phénomène improbable en URSS, juge M. Kaser, en raison de la faiblesse des administrations locales.

Les différences naissent ainsi moins des principes de réforme que du contexte dans lequel elles s'appliquent ainsi que de leur temps de maturation. Rétrospectivement, le modèle stalinien fait figure en Chine de corps étranger (M.I. Goldman et M. Goldman) ; en particulier le retour à une agriculture familiale s'est réalisé d'autant plus rapidement qu'il s'inscrivait dans le droit fil de tentatives spontanées de décollectivisation brisées dans le passé. Ses succès ont donné à l'ensemble des réformes une dynamique interne qui rend désormais difficile un retour en arrière. En contraste, la perestroïka se heurte à un contrat social difficile à briser et dont la remise en cause passe par la démocratisation et une réforme politique ; les plus ouverts à la revitalisation d'un secteur non étatique sont en URSS les peuples périphériques. Enfin, l'ouverture qui est, dans les deux pays, un des volets de la nouvelle stratégie, a considérablement tiré parti, en Chine, de liens privilégiés avec Hong-Kong.

La bureaucratie apparaît en première ligne des résistances aux réformes dans les deux pays, à cette nuance près que la plus vigoureuse s'est révélée être en Chine la bureaucratie régionale qui a repris à son compte les modes d'interventions de l'appareil central. Mais d'autres pierres d'achoppement ne sont pas moins dangereuses pour les stratégies réformistes : les dérapages inflationnistes qui se manifestent dès que s'ébauche une réforme des prix reconneue comme incontournable, l'éventualité d'un chômage important lié à une rationalisation de l'appareil de production, représentent des risques immédiats et tangibles, propres à interrompre la logique des réformes.

---

## Réformes et systèmes

Les réflexions des économistes hongrois, aiguës par la longue expérience de leur pays dans ce domaine, éclairent les situations hybrides qui résultent de réformes arrêtées à mi-chemin. De l'article de J. Kornaï, il ressort que l'abolition du plan impératif ne secrète pas automatiquement le marché mais peut laisser place (c'est le cas en Hongrie) à un régime de coordination bureaucratique des relations État-entreprises. Les contrôles administratifs (dès lors informels), la faible discipline financière des entreprises, une pénurie chronique sont des phénomènes qui se confortent mutuellement. Th. Bauer rejoint cette appréciation sur le système hongrois qu'il qualifie de « ni plan, ni marché », mais il souligne cependant que les changements introduits (abolition du plan, de l'allocation centrale des ressources et de la hiérarchie de contrôle sur les entreprises) ont amené le système hongrois à un point de non-retour par rapport au modèle traditionnel centralisé, bureaucratique, peu monétarisé. Cette irréversibilité du changement distingue à elle seule la réforme hongroise des « aménagements » tentés jusqu'ici dans les autres pays de l'Est, et qui, avec des mouvements oscillatoires, ramènent périodiquement les systèmes près de leur point de départ. Dans le même esprit, B. Chavance propose une typologie des réformes dans les pays socialistes — incluant la Chine et la Yougoslavie — et établit une graduation entre perfectionnements, réformes et changements de système.

À travers ces analyses, le contraste transparaît entre, d'une part, un modèle centralisé qui tire sa cohérence de traits constitutifs bien établis et, d'autre part, des systèmes en transition qui coïncident avec des expériences nationales mais ne se définissent guère que négativement par rapport à des modèles.

## Plan et monnaie

En considérant les réformes du point de vue du rôle actif qu'elles tendent à conférer à la monnaie, l'analyse de P. H. Dembinski rend compte de l'origine commune des difficul-

tés qu'elles rencontrent. Dans la mesure où les réformes visent à substituer au pouvoir du plan celui de la monnaie, elles déstabilisent les bases du système monétaire traditionnel. Dans celui-ci, les autorités s'efforcent de maintenir une séparation étanche entre deux circuits monétaires : celui où s'opèrent les règlements entre entreprises et celui où les ménages dépensent leurs revenus en achetant des biens de consommation. Elles planifient l'équilibre dans ce dernier en fixant salaires, prix et offre de produits ; dans l'autre circuit, la monnaie est maintenue dans un rôle passif par la préaffectation rigide des fonds des entreprises.

Or le point commun à toutes les réformes depuis vingt ans a consisté à laisser une marge de choix aux entreprises dans l'utilisation de leurs ressources financières, que ce soit pour investir ou augmenter les rémunérations du personnel. Dès lors, d'une part, la sphère des biens de production est devenue vulnérable à une politique monétaire laxiste, d'autre part, les excès de liquidités ont pu se propager de cette sphère à l'autre. L'unification des deux sphères aboutit à transformer des déséquilibres autrefois localisés en problèmes macro-économiques. Le contrôle de l'offre de monnaie devient la seule clef permettant d'éviter les dérapages inflationnistes. La réforme du système bancaire en Chine (1984), en URSS (1987), en Hongrie (1988), qui a désormais attribué à des institutions distinctes les fonctions d'émission de monnaie et de financement de l'économie, reflète la prise de conscience de la nature nouvelle des problèmes monétaires.

